



SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE SERVICE PUBLIC
SERAING

DOCUMENTS OBLIGATOIRES POUR VOTRE INSCRIPTION

ATTENTION : si vous êtes sous administration provisoire, veuillez faire compléter et signer tous ces documents par votre administrateur !

- ☐ **Les trois formulaires** annexés à la présente doivent impérativement être complétés et signés par vos soins: "Unique de candidature", "Document de vérification des conditions de propriété" et "Consentement RGPD".
- ☐ Votre/vos **cartes d'identité**.
- ☐ Votre/vos **compositions de ménage** datant de moins d'un mois: Service population Administration Communale.
- ☐ **Les preuves de revenus de tous membres du ménage, et suivant situation :**
 - Travailleurs : un compte individuel de l'année en cours ou 6 dernières fiches de salaire
 - Mutuelle : un historique des 12 derniers mois
 - Chômage : un historique des 12 derniers mois
 - Revenus d'intégration : une attestation du CPAS mentionnant les revenus mensuels
 - Pensionné : un décompte pension récent
 - Pré-Pensionné : une attestation du chômage mentionnant le taux journalier perçu, de même que le complément versé par l'employeur ainsi que la rente éventuelle
 - Temps partiel et intérimaire : un compte individuel de l'année en cours + l'historique de chômage
 - Handicapé : une attestation du SPF Sécurité Sociale ("Vierge Noire") détaillant les allocations perçues
- ☐ **dans tous les cas** et pour tous les membres du ménage de + de 18 ans, une copie des 2 derniers **avertissements-extraits de rôle** Rev. 2020/Ex. 2021 et Rev. 2021/Ex. 2022 (documents envoyés par les contributions).

Si vous et/ou un membre de votre ménage êtes concerné(s):

- ☐ handicapé: **l'attestation générale** de reconnaissance d'handicap du SPF Sécurité Sociale ("**Vierge Noire**") (minimum 66 % ou 9 points)
l'attestation d'invalidité à minimum 66 % délivrée par la mutuelle.
- ☐ propriétaire: **le compromis de vente ou le document officiel de cession du bien immobilier (avec levée des conditions suspensives).**

Si vous êtes enceinte:

- ☐ Une attestation de votre gynécologue mentionnant la date d'accouchement prévue.

Si votre état de santé occasionne des restrictions:

- ☐ Un certificat médical stipulant clairement les restrictions liées au logement.

Si vous avez des enfants:

- ☐ La photocopie recto-verso des **cartes d'identité** ou des cartes ISI +.
- ☐ Une **attestation de la caisse d'allocations familiales** rendue par votre organisme, précisant l'identité et le nombre d'enfants pour lesquels ces allocations sont perçues.
- ☐ Pour les enfants **en droit d'hébergement** il faut : qu'ils soient repris dans un **jugement, acte notarié ou convention passée devant un médiateur familial agréé**, que le document précise explicitement que le droit en question couvre au moins une nuit (notion d'hébergement).
- ☐ Les 3 dernières preuves de paiement d'une **pension alimentaire** que vous versez.

Attention: seuls seront pris en considération les enfants de moins de 18 ans et les enfants de 18 à 25 ans sur preuve de la perception d'allocations familiales (par un membre du ménage ou non).

Tout changement doit impérativement être signalé le plus rapidement possible avec document à l'appui. De plus, toute candidature devra être renouvelée chaque début d'année. Un courrier vous invitant à effectuer cette formalité vous sera envoyé, pour rappel, en décembre. Les dates précises de renouvellement ainsi que les documents nécessaires y seront mentionnés.

Le renouvellement ne concerne pas les candidats inscrits durant le deuxième semestre de l'année précédente.

En annexe, vous trouverez également le **formulaire de demande d'Allocation d'attente logement (AAL)** ainsi que sa notice explicative. Pour tout renseignement, veuillez contacter le **1718 (appel gratuit)**.

❗ IMPORTANT

Votre situation sociale et familiale est prise en compte pour le calcul de vos points de priorité.

Afin de les valoriser, il vous appartient de vous présenter muni des documents adéquats repris sur la liste annexée.

Le nombre total des points de priorités est obtenu par l'addition:

→ DES POINTS DE LA PRIORITE LA PLUS ELEVEE DANS LA RUBRIQUE 01 "Priorités liées à vos difficultés de logement actuelles"

→ DES POINTS DE LA PRIORITE LA PLUS ELEVEE DANS LA RUBRIQUE 02 "Priorités liées aux difficultés personnelles des membres de votre ménage"

→ D'UN POINT PAR ANNEE D'ANCIENNETE "avec un maximum de 6 points"



SOCIETE DE LOGEMENT DE SERVICE PUBLIC
SERAING

INFORMATION IMPORTANTE:

LE NOMBRE TOTAL DES POINTS DE PRIORITES EST OBTENU PAR L'ADDITION:

- DES POINTS DE LA PRIORITE LA PLUS ELEVEE DANS LA RUBRIQUE 01 "Priorités liées à vos difficultés de logement actuelles".
- DES POINTS DE LA PRIORITE LA PLUS ELEVEE DANS LA RUBRIQUE 02 "Priorités liées aux difficultés personnelles des membres de votre ménage".
- D'UN POINT PAR ANNEE D'ANCIENNETE "avec un maximum de 6 points"

RUBRIQUE 01 PRIORITES LIEES A VOS DIFFICULTES <u>EN MATIERE DE LOGEMENT</u>	DOCUMENTS A FOURNIR (aucun cumul n'est autorisé)
5 POINTS	
Vous occupez un logement d'insertion ou de transit, dans les six derniers mois de la location ou de la période d'occupation	Copie du contrat de bail Attestation émanant de l'organisme gestionnaire du logement
Vous occupez une caravane, un chalet ou un abri précaire, à titre de résidence principale dans une zone définie par le plan « Habitat permanent », s'il est visé par la phase 1 de ce plan	Attestation de l'Administration Communale
Votre ménage est reconnu par le C.P.A.S. comme: <ul style="list-style-type: none"> - sans-abri; - victime d'un événement calamiteux (inondation, incendie, éboulement ...) 	Une attestation du CPAS signée par les Président et secrétaire, sauf délégation expresse. Attestation de reconnaissance du fond des calamités
4 POINTS	
Vous devez quitter un logement reconnu inhabitable ou surpeuplé, ou ayant fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité, de surpeuplement ou d'expropriation	Arrêté d'inhabitabilité délivré uniquement par le Bourgmestre Arrêté d'inhabitabilité ou de surpeuplement: attestation délivrée par les Bourgmestres compétents ou DG04 Arrêté d'expropriation: Autorité qui demande l'expropriation (commune – région)
Votre bail est résilié par le bailleur pour occupation personnelle ou pour travaux importants	Contrat de bail Lettre de renon du bailleur pour occupation personnelle ou pour travaux
Vous devez quitter un logement situé dans un périmètre de rénovation urbaine (déterminé réglementairement, et pour lequel un compromis de vente a été signé au profit d'une personne morale ou de droit public)	Compromis de vente Attestation communale
3 POINTS	
Vous occupez une caravane, un chalet ou un abri précaire, à titre de résidence principale dans une zone non définie par le plan « Habitat permanent », ou dans une zone définie par le plan "Habitat permanent" s'il est visé par la phase 2 de ce plan	Attestation de l'Administration Communale

RUBRIQUE 02 PRIORITES LIEES AUX DIFFICULTES PERSONNELLES DES MEMBRES DU MENAGE	DOCUMENTS A FOURNIR (aucun cumul n'est autorisé)
5 POINTS	
La personne « sans-abri » qui a quitté son logement suite à des violences intrafamiliales et ce dans les trois mois qui précèdent l'introduction de sa candidature	Attestation du centre d'hébergement reconnu, maisons d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement ... Attestations de « sans-abri » et de « violences conjugales » du CPAS
4 POINTS	
Le ménage dont les revenus n'excèdent pas les revenus modestes et sont issus au moins en partie d'un travail	Salariés : Attestation fiscale – Copie contrat de travail ou document attestant d'une relation de travail émanant de l'employeur. Pour les indépendants : Attestation de paiement des cotisations sociales émanant de la Caisse des cotisations sociales
3 POINTS	
L'enfant mineur mis en autonomie et encadré par un service d'aide à la jeunesse	Attestation de mise en autonomie délivrée par le Directeur de l'aide à la jeunesse
Un des membres de votre ménage est reconnu handicapé	Attestation SPF- Vierge Noire
Un des membres de votre ménage ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail	Attestation du Fonds des maladies professionnelles. Av. de l'astronomie 1 – 1210 BXL. Tel : 02/22.66.211 Fonds des Accidents Travail Rue du Trône 100 – 1050 BXL Tel : 02/506.84.11
Le seul membre de votre ménage qui travaillait, a perdu son emploi dans les douze derniers mois	<u>Preuve des prestations de travail dans les 12 derniers mois</u> Salariés : Fiches salaire, contrat de travail. Employeur Indépendants : Adm. fiscale – Caisse des cotisations sociales <u>Preuve de la perte d'emploi.</u> Salarié : C4 de l'employeur Indépendant : Attes. cessation activités Guichet entreprise
Le ménage en état de précarité bénéficiant d'une pension légale en application de la réglementation en la matière	Avertissement-extrait de rôle de l'administration fiscale Fiches de pensions de l'Office National des Pensions ONP ou SCDF-Pensions
2 POINTS	
Vous bénéficiez d'une pension de prisonnier de guerre et d' invalidé de guerre	Copie de votre brevet de pension. Pension civile : SPF Direction des Victimes de guerre Sq. de l'Aviation 31 – 1070 BXL. Tel 02/528.91.00 Pension militaire : Service pension du Secteur Public Place Victor Horta 40/30 – 1060 BXL. Tel : 02/558.60.00
Vous êtes un ancien prisonnier politique ou un de ses ayants-droit	Attes. du Service Public Fédéral. Sécurité sociale SPF Direction des Victimes de la guerre Sq. De l'Aviation 31 – 1070 BXL. Tel 02/528.91.00
Vous êtes ancien ouvrier mineur	Attestation du Service des indemnités de l'INAMI Avenue de Tervueren 211 – 1150 BXL. Tel: 02/739.76.41

Notion de logement proportionné:

- La notion de chambre supplémentaire pour le couple dont un des membres a moins de 35 ans est supprimée.
- Le couple dont un des membres a plus de 65 ans, de même que la personne isolée de plus de 65 ans pourra occuper: 2 chambres.
- Deux enfants de moins de 10 ans (quel que soit leur sexe) partageront: 1 chambre.
- Deux enfants de plus de 10 ans (de même sexe) avec moins de 5 ans d'écart partageront: 1 chambre.
- Un enfant reconnu handicapé par le SPF a toujours droit à: 1 chambre individuelle.
- Le couple dont un membre est reconnu handicapé par le SPF se verra attribuer un logement de: 2 chambres.

Cependant:

Vous pouvez demander un logement comportant moins de chambres dans les cas suivants:

- Si vous acceptez que deux enfants de plus de 10 ans, avec plus de 5 ans d'écart partagent une même chambre;
- Si la composition de votre ménage nécessite 5 chambres ou plus;
- Si vous avez plus de 65 ans et souhaitez disposer d'un logement spécialement conçu pour personne pensionnée.

Toutefois, si vous avez accepté un logement avec moins de chambres, vous devrez attendre 3 années, avant de pouvoir introduire une demande de mutation vers un logement plus grand.

- On tiendra compte des membres du ménage, des enfants en droit d'hébergement pour autant qu'ils soient repris comme tels dans un jugement, un acte notarié, une convention passée devant un médiateur familial agréé, et qui précise explicitement que le droit couvre au moins une nuit.
- Cependant seuls seront pris en considération les enfants de moins de 18 ans et pour ceux de 18 à 25 ans il faudra fournir la preuve d'une perception d'allocations familiales toujours existante.

Comment choisir votre logement?

Géographiquement:

- Soit vous choisissiez au maximum 5 nouvelles communes par ordre de préférence. Votre demande porte alors sur **toutes** les anciennes communes choisies.
- Soit vous effectuez un choix plus restreint portant sur maximum 5 anciennes communes (communes avant fusion) que vous classez par ordre de préférence. Votre demande portera alors **uniquement** sur les anciennes communes choisies.
- Dans ce cas, la société ne vous proposera aucun logement situé en dehors de la zone choisie. Vous pourrez cependant modifier votre choix à tout moment en respectant la règle exposée ci-dessus.

Type de logement souhaité:

- Vous pouvez marquer votre souhait d'obtenir: une maison ou un appartement avec garage et/ou jardin.

Pouvez-vous refuser un logement?

- Oui, pour la première proposition qui vous sera faite et ce, sans devoir justifier votre refus.
- Si vous refusez une deuxième proposition, votre candidature sera radiée pour 6 mois. Toutefois, si la proposition de logement ne correspondait pas à votre préférence géographique, à vos souhaits quant au type de logement ou si le second refus est justifié par une restriction attestée par un médecin, vous pourrez solliciter, de manière motivée, la levée de cette radiation auprès de votre SLSP. Cette demande sera soumise au comité d'attribution qui pourra décider d'annuler la radiation.
- Un troisième refus de logement vous exposera inévitablement à la radiation de votre candidature pour 6 mois.

Des questions?

- Si vous avez encore des questions, deux interlocuteurs sont à votre service:
 - Votre Société de Logement de Service Public
 - La Société Wallonne du Logement (SWL), rue de l'Ecluse 21 à 6000 CHARLEROI.
Tel: 071/200.211 – Fax: 071/200.284 – mail: info@swl.be



SOCIETE DE LOGEMENT DE SERVICE PUBLIC
SERAING

N° Inscription :
Identification :

FORMULAIRE UNIQUE DE CANDIDATURE

A.1. COORDONNEES ET COMPOSITION DU MENAGE

Volet A (à remplir par le demandeur).

<u>DEMANDEUR</u>		<u>CONJOINT</u>	
		<u>COHABITANT</u>	
Nom :		Nom :	
Prénom :		Prénom :	
Sexe :	Masculin - Féminin	Sexe :	Masculin - Féminin
Date naissance :		Date naissance :	
Lieu naissance :		Lieu naissance :	
Etat civil :		Etat civil :	
Nationalité :		Nationalité :	
Registre National :		Registre National :	
Profession :		Profession :	
Handicapé :	Oui - Non	Handicapé :	Oui - Non
Téléphone :		Téléphone :	
E mail :		E mail :	
Adresse :		Adresse :	
Date domiciliation		Date domiciliation	

MEMBRES FAISANT PARTIE DU MENAGE (ne plus reprendre le candidat et le conjoint/cohabitant)

1	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

2	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

3	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

4	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

5	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

6	Nom Prénom			
	Date naissance		Sexe :	Masculin - Féminin
	N° National		Commune :	Date domiciliation :
	Lien parenté	Enfant : <input type="checkbox"/> à charge <input type="checkbox"/> en hébergement Orphelin : Oui-Non	Ascendant	Autre :
	Profession		Handicapé :	Oui- Non

Pour les femmes enceintes : Date prévue pour l'accouchement (mois/année)
_____ / _____ / _____

VEUILLEZ DECRIRE EN QUELQUES LIGNES VOTRE SITUATION ACTUELLE :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

QUEL TYPE DE LOGEMENT OCCUPEZ-VOUS ACTUELLEMENT ? (entourez la/les mentions utiles)

Maison	1 chambre	2 chambres	3 chambres	4 chambres
Appartement	1 chambre	2 chambres	3 chambres	3 chambres
Studio				

A.2. COMMUNES, SECTIONS DE COMMUNES OU QUARTIERS DE LOGEMENTS SOCIAUX AUPRES DESQUELLES LE MENAGE DESIRE ETRE CANDIDAT A L'ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT

(le présent formulaire sera également transmis aux autres sociétés concernées par la demande) :

PAR ORDRE DE PREFERENCE, MAXIMUM CINQ, SOIT EN CHOIX GENERAL OU EN SECTIONS

CHOIX GENERAL CINQ COMMUNES <i>(communes après fusion)</i>	CINQ SECTIONS DE COMMUNES <i>(communes avant fusion)</i>
01	01
02	02
03	03
04	04
05	05

A.3. SOUHAITS CONCERNANT LE LOGEMENT (entourez la/les mentions utiles)

Maison ou appartement			
Maison uniquement		De préférence avec jardin	
Appartement uniquement		De préférence avec garage	

N° Inscription :

Identification :

FORMULAIRE UNIQUE DE CANDIDATURE

Volet B

(à remplir par la société qui reçoit la demande de logement)

B.1. DATES

de dépôt	d'admission	de radiation	de refus	de confirmation	d'attribution
.....

B.2. PRIORITES - TABLEAU GENERAL DES PRIORITES REGIONALES

<u>EN TERME DE LOGEMENT</u>	POINTS	<u>SITUATIONS PERSONNELLES</u>	POINTS
Le ménage locataire ou occupant un logement d'insertion ou de transit, dans les 6 derniers mois de sa location ou de son occupation	5	La personne <u>sans-abri</u> qui a quitté un logement, dans les trois mois qui précèdent l'introduction de sa candidature, suite à des violences intrafamiliales attestées dans des documents probants (procès-verbal, attestation de foyer ou attestation du CPAS)	5
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone définie par le plan "Habitat permanent", s'il est visé par la Phase 1 de ce plan	5	Ménage dont les revenus imposables globalement n'excèdent pas les revenus modestes et sont issus au moins en partie d'un travail	4
Le ménage qui est reconnu par le CPAS comme : - Victime d'un événement calamiteux - Sans abri	5	Le mineur mis en autonomie et encadré par un service d'aide à la jeunesse agréé par la Communauté française ou la Communauté germanophone en application de la réglementation en la matière	3
Le ménage locataire qui doit quitter un logement reconnu inhabitable ou surpeuplé, ou ayant fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité, de surpeuplement ou d'expropriation	4	Le ménage dont un membre est reconnu handicapé	3
Le ménage locataire dont le bail est résilié par le bailleur en application de l'article 3, § 2 et 3, de la loi du 21/02/1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1 ^{er} mars 1991.	4	Le ménage dont un membre ne peut plus exercer d'activité professionnelle à la suite d'une maladie professionnelle reconnue ou d'un accident de travail	3
Le ménage locataire qui doit quitter un logement situé dans un périmètre de rénovation urbaine communale déterminé réglementairement, pour lequel un compromis de vente a été signé au profit d'une personne morale de droit public	4	Le ménage dont le seul membre au travail a perdu son emploi dans les douze derniers mois	3
Le ménage occupant d'une caravane, d'un chalet ou d'un abri précaire, qu'il occupe à titre de résidence principale dans une zone non définie par la plan "Habitat permanent" ou dans une zone définie par le plan "Habitat permanent" s'il est visé par la phase 2 de ce plan.	3	Le ménage en état de précarité bénéficiant d'une pension légale en application de la réglementation en la matière	3
		Le bénéficiaire d'une pension de prisonnier de guerre et d'invalidé de guerre	2
		L'ancien prisonnier politique et ses ayants droit	2
		L'ancien ouvrier mineur	2

B.3. LE LOGEMENT REGLEMENTAIREMENT PROPORTIONNE A LA COMPOSITION FAMILIALE COMPORTE

1 chambre	2 chambres	3 chambres	4 chambres	5 chambres
Dérogation :	Dérogation :	Dérogation :	Dérogation :	Dérogation :
B.4. LE LOGEMENT ADAPTE			OUI	NON

<u>B.5. DEROGATION AUX REGLES DE PROPORTIONNALITE</u>	

B.6. REVENUS D'ADMISSION

Ménage :	à revenus modestes	en état de précarité	à revenus moyens
----------	--------------------	----------------------	------------------

B.7. VOIES DE RECOURS

Le candidat locataire qui s'estime lésé par une décision de la société peut introduire une réclamation au siège de celle-ci, par envoi recommandé, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision. A défaut de réponse dans les trente jours de la réclamation ou en cas de réclamation rejetée, le candidat locataire peut introduire un recours, par envoi recommandé, auprès de la Chambre de recours dont le siège est situé à la Société wallonne du Logement, rue de l'Ecluse 21, à 6000 Charleroi. Il est également possible, pour le candidat locataire, d'adresser une réclamation individuelle auprès du Médiateur de la Région wallonne à l'adresse suivante : rue Lucien Namèche 54, à 5000 Namur.

Fait à _____, le _____

Signature(s) du (des) candidat(s) précédée(s) de la mention "Lu et approuvé" :

Ainsi qu'il est prévu par la loi sur la protection de la vie privée, les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente candidature et du bail sont traitées à des fins de maintenance des fichiers des candidats.

Le candidat marque son accord pour que ces données soient communiquées aux autres sociétés gestionnaires des communes sur lesquelles il a posé un choix.

Le responsable du traitement est la srl "La Maison Sérésienne" dont le siège est à 4100 SERAING, place des Verriers 11.

Vous avez le droit de consulter et de faire corriger les renseignements communiqués comme prévu par la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée. Il vous appartient de nous communiquer tout élément susceptible de modifier votre dossier de candidature sous peine d'être radié si les informations en notre possession s'avèrent incorrectes ou incomplètes.

Bureaux Place des Verriers 11 à 4100 SERAING – Tél. : 04 337 29 00 – Fax : 04 337 84 23

e-mail: info@maisonseresienne.be

RPM Liège – 0403.964.913 – Comptes : loyers BE47 8779 8089 0180 – contentieux BE47 8779 8089 0685



FORMULAIRE DE CONSENTEMENT DU CANDIDAT-LOCATAIRE SUR LE TRAITEMENT DE SES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016

Depuis le 25 mai 2018, le «Règlement général sur la protection des données», RGPD, est entré en vigueur. Ce règlement a pour objectif de mieux protéger les données personnelles des citoyens européens.

Pour ce faire, notre société « La Maison Sérésienne » s.c.r.l. a adapté sa politique relative à l'utilisation de vos données personnelles en adéquation avec ce Règlement et avec nos obligations légales.

Nous sommes contraints de traiter vos données à caractère personnel (données d'identification, familiales, salariales, coordonnées personnelles et professionnelles,...) dans le cadre de la gestion de votre candidature en vue de l'obtention d'un logement conformément à l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 6/9/2007.

Ce traitement est donc légitime et nécessaire (art. 6 du RGPD).

L'accès à vos données est strictement limité aux membres du personnel chargés de la gestion de votre dossier et qui observent de stricts standards de confidentialité dans le traitement de vos données.

Strictement aucune information vous concernant ne sera transmise à des tiers autres que: les sociétés de logement de service public concernées par vos choix géographiques, la Société Wallonne du Logement ou sur requête des autorités compétentes (voir AR du 30/7/2018 art. 5). Les seules données qui sont éventuellement transmises sont vos nom, prénom, adresse, numéro de téléphone et situation de votre dossier d'inscription à toute personne que vous auriez vous-mêmes chargée d'une mission.

Toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées sont mises en œuvre afin de garantir la sécurité du traitement de vos données personnelles conformément aux articles 32-34 du RGPD.

Conformément à la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi que du Règlement UE 2016/679 depuis son application au 25 mai 2018, vous avez le droit d'accéder à vos données, de les mettre à jour, de les corriger ou de les supprimer dans les limites légales applicables.

Les autorités compétentes en matière de RGPD et de respect du traitement des données personnelles sont l'Autorité de Protection des Données et le Délégué à la Protection des Données (DPO).

Hormis les situations qui exigeraient un délai plus long, les données collectées sont, soit conservées dans votre dossier à la signature du bail et traitées en fonction, soit détruites l'année suivant celle au cours de laquelle un non-renouvellement ou un abandon de candidature a eu lieu, soit détruites 2 années après la radiation d'office.

RESPONSABLE DU TRAITEMENT	SCRL « La Maison Sérésienne » BE0403.964.913 Représentée par Mme BERTOCCI, Directrice gérante	Place des Verriers, 11 4100 SERAING Tel : 04 330 30 86 - Fax : 04 337 84 23 gaelle.vanderwaeren@maisonseresienne.be
DPO	SPRL « E&V PARTNERS » BCE0864.535.957 Monsieur Jacques ERNOUX	Route de Tamines, 77 bte B 5070 FOSSES-LA-VILLE Tel : 071 13 68 70 - Fax : 071 13 68 78 jer@ev-partners.com
AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES	Autorité de protection des données Site web : https://www.autoriteprotectiondonnees.be	Rue de la Presse, 35 1000 BRUXELLES Tel : 02 274 48 00 - Fax : 02 274 48 35 contact@apd-gba.be

Je soussigné(e)	Je soussigné(e)
Né(e) le	Né(e) le
Domicilié(e) :	Domicilié(e)
Déclare/déclarons avoir reçu les informations nécessaires à la compréhension du traitement de mes/nos données personnelles autorise/autorisons « La Maison Sérésienne » s.c.r.l. à utiliser ces données ainsi que celles des membres de mon/notre ménage (données d'identification, familiales, salariales, coordonnées personnelles et professionnelles,... y compris tous moyens de communication tels que téléphone-gsm, adresse e-mail) en vue du traitement repris ci-dessus.	
Signature(s) du (des) candidat(s) précédée(s) de la mention « Lu et approuvé »	

Fait à Seraing, le

AVIS AUX CANDIDATS: Veuillez compléter ce document vous-mêmes avant de vous présenter à la Maison Sérésienne.

Formulaire B

Nom et Adresse de l'expéditeur
(administration du logement, organisation
sociale du logement) :

La Maison Sérésienne
Société de logement de service public
Place des Verriers, 11
B-4100 Seraing

Personne de contact :

CONTROLE DES CONDITIONS DE PROPRIETE

DECLARATION SUR L'HONNEUR,

En vue de l'obtention d'avantages dans le domaine
du logement social



Remarque important pour l'organisme qui délivre ce formulaire !

Ce formulaire (et la méthode de travail associé) ne peut être utilisé que par le secteur du logement social et à condition que l'avantage dont l'application est demandée *soit dépendant des revenus du demandeur, de son partenaire ou des membres de son ménage.*

Cette déclaration sur l'honneur sert à vérifier que les conditions de propriété imposées sont respectées. Le contenu de cette déclaration fera l'objet d'une vérification auprès du service public compétent. Il est donc important que ce formulaire soit correctement complété.

N'OUBLIEZ PAS DE SIGNER

A compléter par l'organisme qui délivre ce formulaire :

✱ Disposition légale ou réglementaire qui est à la base de cette demande :

Logement social (code wallon du logement) - Conditions de propriété dans le chef du demandeur

CASE 1 : Renseignement au sujet du demandeur et des autres personnes concernées par cette déclaration

DEMANDEUR : (nom + prénom)

Né(e) le : lieu de naissance :

N° national : (voir carte d'identité ou carte SIS)

CONJOINT OU COHABITANT (légal ou de fait) :

..... (nom + prénom)

Né(e) le : lieu de naissance :

N° national : (voir carte d'identité ou carte SIS)

COMPOSITION DE MÉNAGE au moment de la signature de la déclaration :

NOM	PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	N° NATIONAL
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
.....	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>

DOMICILE : (rue-numéro-bte)
..... (code postal) (commune)

Organisme : N° dossier :
 Identité du demandeur : SCRL « La Maison Sérésienne »

CASE 2 : Déclaration Personnelle sur l'honneur

Le demandeur et, le cas échéant, son conjoint ou la personne avec laquelle il cohabite de fait ou légalement (voir Case 1) **déclare(nt) sur l'honneur** :

A. Qu'à la date de la signature de la présente déclaration, lui (elle) et les membres de son ménage tel que mentionné en Case 1, ne possédaient pas, *pour la totalité*, d'autres droits réels immobiliers que ceux décrits ci-après : (1)

BIEN 1	BIEN 2
Commune – pays :
Rue ou lieu-dit :
Désignation cadastrale :
Nature du bien (2) :
Nature du droit (3) :

B. Que dans le courants des (4) dernières années, lui (elle) et les membres de son ménage ont aliéné (vente, partage, donation, cession à titre gratuit) les biens et droits immobiliers suivants : (5)

Date d'aliénation	Situation et nature du bien	prix obtenu ou valeur estimée
.....
.....
.....

SIGNATURE OBLIGATOIRES

Date	Demandeur	Conjoint ou cohabitant
.....

- (1) mentionner « NEANT » si on ne possède aucun droit ou bien immobilier
 (2) maison, appartement, immeuble, parcelle de terrain
 (3) pleine propriété, usufruit, usage, habitation, emphytéose, superficie, nue-propriété
 (4) l'organisme qui délivre ce formulaire doit ici compléter le nombre d'années qui doivent être prises en considération sur bas de la réglementation en vigueur. Il mentionne « PAS D'APPLICATION » si les aliénations passées ne jouent aucun rôle.
 (5) Mentionner « NEANT » si aucun bien ou droit immobilier n'a été aliéné durant la période concernée.

✍ Le formulaire complété doit être renvoyé à l'organisme qui l'a délivré
 (voir cadre supérieur du recto de ce document)



Veuillez s'il vous plaît :

- **Remplir** ce formulaire en lettres MAJUSCULES et le **signer** ;
- **Transmettre** le formulaire à votre **Société de Logement de Service public** de référence.

Numéro de candidature unique | | | | |

(5) Si vous souhaitez être contacté(e) à une autre adresse que celle de résidence, veuillez le signaler à votre Société de Logement de Service public de référence

6. Compte bancaire sur lequel verser l'allocation

☐ Je fais l'objet d'une médiation de dette → Dans ce cas j'indique le compte de la médiation

N° IBAN⁶

Titulaire du compte : Nom

Prénom

(⁶) Compte bancaire au format IBAN au sein de la zone SEPA⁷

(⁷) Pays de l'Union européenne et pays associés (Royaume-Uni, Norvège, Islande, Suisse, Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin)

7. Engagement

En signant le présent formulaire...

- **Je confirme** que j'ai pris connaissance de la **notice explicative** jointe au présent formulaire, ainsi que des conditions qui y figurent ;
- **Je comprends** que je ne peux/pourrai bénéficier de l'AAL qu'à partir du moment où ma candidature à un logement d'utilité publique a/aura atteint une ancienneté d'**au moins 18 mois et au plus tôt le 1^{er} janvier 2023** ;
- **Je m'engage...**
 - ☞ À partir de ce moment ;
 - ☞ Au moment de l'introduction de ma demande d'AAL ;
 - ☞ Durant toute la période pendant laquelle je perçois l'AAL ;
 - ➡ À respecter les **conditions** décrites dans la notice explicative jointe au présent formulaire (point 2) ;
 - ➡ À NE PAS donner en **sous-location**, en tout ou en partie, le logement que je loue ;
 - ➡ À ne pas bénéficier de l'allocation de loyer (**ADeL**) ;
 - ➡ À accepter que l'Administration⁸ recherche et collecte auprès des autorités compétentes les **renseignements** relatifs à chaque membre de mon ménage, qui sont nécessaires en vue de traiter mon dossier : composition de ménage, revenus, patrimoine immobilier, allocations familiales, reconnaissance d'un handicap, candidature à un logement d'utilité publique ;
 - ➡ À avertir l'Administration⁸ de la perception d'**allocations de loyer** par une agence immobilière sociale (AIS) ou par une association de promotion du logement (APL) ;
 - ➡ À communiquer par écrit à l'Administration⁸ :
 - tout déménagement → **dans les 3 mois** de la prise en location d'un nouveau logement ;
 - toute modification de votre composition de ménage → **dans le mois** ;
 - l'arrêt du contrat de bail → **dans le mois** qui suit la fin de la prise en location.

(⁸) L'administration du Service public de Wallonie en charge du Logement

Signature

Une question ?

Sur l'AAL



loaement.wallonie.be



Infos Conseils Logement

081/33.23.10 tous les jours de la semaine

0475/50.80.00 9h→12h 14h→16h

Sur mon dossier



allocation.attente.logement@spw.wallonie.be

→ **Formulaire à remettre à votre Société de Logement de Service public de référence**

A remplir par la Société de Logement de Service public de référence

Date d'introduction de ma demande / / (jour/mois/année)



Candidature à un logement d'utilité publique

Allocation d'attente logement (AAL)

Notice explicative

1. L' AAL : c'est quoi ?

L'allocation d'attente logement (AAL) est une **aide financière mensuelle** octroyée, par le Service Public de Wallonie, à des **ménages de catégorie 1 titulaires d'un bail d'habitation privée et en attente d'un logement d'utilité publique (logement social)** depuis plus de 18 mois.

Le montant de l'AAL s'élève à **125 EUR par mois**, majorés de 20 EUR par enfant à charge¹ ou en hébergement égalitaire, ou personne handicapée², sans toutefois dépasser le **plafond de 185 EUR par mois**.

¹ Enfant à charge

Enfant pour lequel vous percevez des allocations familiales

² Personne handicapée

Personne reconnue handicapée par le SPF Sécurité sociale

2. L'AAL : pour qui ?

L'AAL est octroyée à un **ménage**, représenté par un **demandeur** qui doit :

- Être **candidat à un logement d'utilité publique**³ depuis **plus de 18 mois** ;
- Faire partie d'un **ménage de catégorie 1**⁴ ;
- Être **majeur** ou mineur émancipé ;
- Être belge ou **en ordre de séjour** sur le territoire belge ;
- Être **titulaire** d'un **bail** d'habitation **privée** située en **Wallonie** (sauf Communauté germanophone) et **y résider**.

³ Candidat à un logement d'utilité publique

Être répertorié dans le registre informatisé des candidats à un logement d'utilité publique géré par la Société wallonne du Logement et disposer d'un numéro de candidature unique

⁴ Ménage de catégorie 1

Le total des revenus du ménage, imposables globalement⁵ deux ans auparavant, est inférieur à :

- 15.500 EUR pour une personne isolée
- 21.200 EUR pour des cohabitants

Ces montants sont augmentés de :

- 2.900 EUR par enfant à charge
- 2.900 EUR par personne handicapée

⁵ Revenus imposables globalement

Vous trouverez le montant exact de vos revenus sur votre avertissement-extrait de rôle.



Les personnes majeures ou émancipées qui remplissent ces 5 conditions, qui sont répertoriés dans le registre informatisé sous **une même candidature unique à un logement d'utilité publique**, mais qui **vivent de manière isolée** dans des habitations privées distinctes, **ont chacune le DROIT** de bénéficier de l'AAL.

☞ C'est pourquoi, pour faire valoir ce droit,...

Nous vous invitons à transmettre un exemplaire du formulaire de demande d'AAL ci-joint à toute personne majeure ou émancipée qui est répertoriée sous le même numéro de candidature à un logement d'utilité publique, et qui remplit ces conditions mais vit de manière isolée dans une habitation privée distincte.



- L'AAL **NE peut PAS** être cumulée avec l'allocation de loyer (ADeL).
- Cependant, elle **PEUT** être cumulée avec l'allocation de loyer octroyée par une agence immobilière sociale (AIS) ou par une association de promotion du logement (APL).
→ Le montant ne peut toutefois pas dépasser 225 EUR par ménage.

3. L'AAL : quand et comment la demander ?

☞ Au moment du **renouvellement** de ma candidature à un logement d'utilité publique :

- Je **complète** et je **signe** le **formulaire** joint à la présente notice ;
- Je **transmets** le formulaire à ma **Société de Logement de Service public** de référence.



- Je peux **DEMANDER** l'AAL même si j'attends un logement d'utilité publique depuis **moins de 18 mois**.
- Dans ce cas, je **PERCEVRAI** l'AAL **à partir du moment** où ma candidature à un logement d'utilité publique aura une ancienneté d'**au moins 18 mois**.



Si je fais l'objet d'une **représentation** (par un administrateur de biens et/ou de la personne, par exemple), c'est au **mandataire** qui me représente qu'il revient de **compléter le formulaire**, en n'oubliant pas d'en remplir la **rubrique 4**, et de le **signer**

Une question ?

Sur l'AAL



logement.wallonie.be



1718
Appel gratuit

Sur mon dossier



allocation.attente.logement@spw.wallonie.be



Infos Conseils Logement

081/33.23.10

0475/50.80.00

tous les jours de la semaine

9h→12h 14h→16h

5. Vie privée et protection des données à caractère personnel

Pour les traitements relevant de la responsabilité du Service public de Wallonie (ci-après SPW) et ce, conformément à la réglementation en matière de protection des données¹, ainsi qu'aux dispositions décrétales et réglementaires relatives à l'allocation d'attente logement (ci-après AAL), les données à caractère personnel nécessaires seront traitées par la **Direction des Etudes et de la Qualité de l'Habitat** du SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Energie (ci-après SPW TLPE), en vue de ;

- Prendre une décision en matière d'AAL, en ce compris son éventuel renouvellement ;
- Vérifier le respect des engagements dans le cadre de la demande d'AAL ;
- Liquidier l'AAL ;
- Initier le recouvrement d'AAL indûment perçues.

Par ailleurs, les données à caractère personnel pourront être également traitées ;

- Par votre **Société de Logement de Service public** ainsi que par la **Société wallonne du Logement** dans le cadre de la récolte des données du formulaire pour le compte du SPW TLPE ;
- Par la **Direction du Logement privé, de l'Information et du Contrôle** du SPW TLPE afin de prendre une décision en cas de recours de votre part ainsi que dans le cadre d'un contentieux judiciaire ;
- Par la **Direction du Contentieux de la Trésorerie** du SPW Finances lorsque l'AAL est versée à un tiers ;
- Par la **Direction du Financement et des Recettes** du SPW Finances afin de procéder au recouvrement d'AAL indûment perçues.

Dans le cadre des traitements susmentionnés, les données suivantes seront consultées auprès des sources authentiques en la matière ;

- Données d'identification ;
- Composition de votre ménage ;
- Revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année ;
- Données relatives au patrimoine immobilier ;
- Données relatives à votre bail ;
- Données relatives à votre candidature à un logement d'utilité publique ;
- Le cas échéant : données relatives aux allocations familiales perçues, reconnaissance de handicap et statut social auprès des organismes assureurs.

Vos données ainsi que celles des membres de votre ménage seront consultées.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing ni communiquées à des tiers, à l'exception des personnes mentionnées ci-dessus et de notre conseil juridique en cas de procédure judiciaire. Ces données seront conservées pendant une période de 10 ans à compter de la dernière liquidation d'AAL ou 5 ans en cas de refus, sous réserve de la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires.

Vous pouvez, dans certains cas spécifiques, rectifier, demander à faire effacer ou à faire transmettre vos données, limiter ou vous opposer au traitement en contactant le responsable du traitement ;

- À l'adresse postale suivante : Rue Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes, à l'attention du Service AAL ;
- Ou via courriel à l'adresse suivant : allocation.attente.logement@spw.wallonie.be

Sur demande via formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie (<https://www.wallonie.be/fr/demarches/exercer-ses-droits-en-matiere-de-protection-des-donnees-personnelles>), vous pouvez avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la Protection des Données du SPW (Place de la Wallonie, 1 à 5100 Jambes - dpo@spw.wallonie.be) en assurera le suivi.

Pour plus d'information sur la protection des données à caractère personnel et vos droits, rendez-vous sur le Portail de la Wallonie (<https://www.wallonie.be>).

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du Service public de Wallonie, vous pouvez contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation :

- Soit par courrier : 35, rue de la Presse à 1000 Bruxelles ;
- Soit par mail : contact@apd-gba.be

6. Voies de recours

Que faire si, au terme de la procédure, vous n'êtes pas satisfait de la décision rendue ?

1. Introduire un recours interne à l'administration

Vous pouvez introduire votre recours

- Via la Plateforme
- Par mail : recours.log.dao4@spw.wallonie.be
- Par courrier postal : Rue Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes, à l'attention du Service Recours Logement

2. Adresser une réclamation auprès du Médiateur

Si au terme de vos démarches préalables au sein de l'administration vous demeurez insatisfait de la décision, il vous est possible d'adresser une réclamation auprès du Médiateur de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rue Lucien Namèche, 54 à 5000 Namur. Téléphone gratuit 0800/19.199 <https://www.le-mediateur.be>

¹ Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la Directive 95/46/CE
Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel